



SERVICE DES AFFAIRES JURIDIQUES
Unité Doctrine Expertise Conseil
N° 4
Février 2020

C'Juris 77

Veille législative et réglementaire éléments marquants depuis les 6 derniers mois

Vous trouverez ci-joint un relevé des différents textes législatifs et réglementaires de **Juillet 2019 à décembre 2019**, ayant un impact sur les missions des services de la DDT77, mais également sur la vie des agents :

Services concernés principalement	TEXTE LÉGISLATIF/RÉGLEMENTAIRE
	DÉCRETS - ORDONNANCES
SADR-SEPR	Décret n°2019-649 du 27 juin 2019 fixant la composition de l'instance de concertation et de suivi du plan national pour une utilisation des produits phytopharmaceutiques et de suivi du plan national pour une utilisation des produits phytopharmaceutiques c-plan « Ecophyto ».
SHRU	Décret n°2019-618 du 21 juin 2019 sur les règles de fonctionnement du conseil d'administration de la Caisse de garantie du logement locatif social
SHRU	Décret n°2019-625 du 21 juin 2019 relatif aux modalités de transmission par les professionnels de l'immobilier et relatif aux observatoires locaux des loyers
SHRU	Décret n°2019-634 du 24 juin 2019 portant diverses dispositions aux organismes HLM et aux sociétés d'économie mixte de construction et de gestion de logement sociaux
SHRU	Décret n°2019-641 du 25 juin 2019 relatif aux travaux réservés par l'acquéreur d'un immeuble vendu en l'état futur d'achèvement
SHRU	Décret n°2019-635 du 24 juin 2019 relatif à la réquisition avec attributaire
SHRU	Décret n°2019-661 du 27 juin 2019 relatif au calendrier de la procédure conduisant à l'exemption de communes – conditions d'attribution de la subvention PLAI adapté
SHRU	Décret n°662 du 27 juin 2019 fixant la valeur de ratio de tension sur la demande de logement social

STAC-SEPR-MIR	<u>Décret n°2019-175 du 5 juillet 2019 relatif aux plans de prévention des risques concernant les « aléas débordements de cours d'eau et submersion marine ».</u>
SEPR	<u>Décret n°2019-723 du 9 juillet 2019 modifiant le décret n°2008-680 du 9 juillet 2008 portant organisation de l'administration centrale du ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de l'aménagement du territoire</u>
MIR	<u>Décret n°2019-737 du 16 juillet relatif aux aides à l'acquisition ou à la location des véhicules peu polluants</u>
SAJ	<u>Ordonnance n° 2019-738 du 17 juillet 2019 prise en application de l'article 28 de la loi n° 2019-222 du 23 mars 2019 de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice</u>
Tous les services	<u>Décret n°2019-769 du 24 juillet 2019 relatif au comité interministériel régional de transformation des services publics</u>
SHRU	<u>Ordonnance n°2019-770 du 17 juillet 2019 relative à la partie législative du livre VIII du code de la construction et de l'habitation</u>
SHRU	<u>Décret n°2019-772 du 24 juillet 2019 relatif à la partie réglementaire du livre VIII du code de la construction et de l'habitation</u>
SHRU	<u>Décret n°2019-831 du 3 août 2019 fixant les modalités d'application de l'article L. 631-12 du CCH relatif aux résidences universitaires faisant l'objet d'une convention conclue en application de l'article L. 351-2 du même code</u>
SHRU	<u>Décret n°2019-872 du 21 août 2019 modifiant le code de la construction et de l'habitation</u>
SHRU	<u>Décret n°2019-873 du 21 août 2019 relatif à la partie réglementaire du code de la construction et de l'habitation</u>
SHRU	<u>Décret n°2019-874 du 21 août 2019 modifiant le code de la construction et de l'habitation</u>
SER	<u>Décret n° 2019-871 du 21 août 2019 relatif au droit de conduire limité aux seuls véhicules équipés d'un éthylotest anti-démarrage</u>
SEPR - MIR	<u>Décret n°2019-895 du 28 août 2019 portant diverses dispositions d'adaptation des règles relatives aux ouvrages de prévention des inondations</u>
SEPR - MIR	<u>Décret n° 2019-896 du 28 août 2019 modifiant l'article D 181-15-1 du Code de l'environnement</u>
SEPR - MIR	<u>Décret n° 2019-926 du 2 septembre 2019 relatif aux établissements publics territoriaux de bassin et aux établissements publics d'aménagement et de gestion de l'eau</u>
SHRU	<u>Décret n° 2019-911 du 29 août 2019 relatif aux sociétés de coordination mentionnées à l'article L 423-1-2 du code de la construction et de l'habitation</u>
SHRU	<u>Décret n° 2019-929 du 3 septembre 2019 relatif aux sociétés de vente d'habitations à loyer modéré mentionnées à l'article L 422-4 du code de la construction et de l'habitation et aux autres organismes privés d'habitation à loyer modéré.</u>

SEPR	<u>Décret n° 2019-933 du 6 septembre 2019 portant diverses dispositions relatives à la chasse et à la faune sauvage</u>
SG	<u>Décret n° 2019-946 du 10 septembre 2019 modifiant le décret n° 2004-474 du 2 juin 2004 portant statut du corps des architectes et urbanistes de l'État</u>
SG	<u>Décret n° 2019-947 du 10 septembre 2019 modifiant le décret n° 2008-836 du 22 août 2008 fixant l'échelonnement indiciaire des corps et des emplois communs aux administrations de l'État et de ses établissements publics ou afférent à plusieurs corps de fonctionnaires de l'État et ses établissements publics</u>
SHRU	<u>Décret n°2019-968 du 17 septembre 2019 réévaluant les loyers régis par la loi n°48-1360 du 1er septembre 1948</u>
SG - SEPR	<u>Décret n° 2019-953 du 11 septembre 2019 modifiant le décret n° 2013-252 du 25 mars 2013 fixant la liste des biens pouvant être aliénés en application de l'article L 3211-51 du code général de la propriété des personnes publiques</u>
SADR	<u>Décret n° 2019-970 du 18 septembre 2019 relatif à l'organisation économique dans le secteur des autres produits pour la catégorie des plantes à parfum, aromatiques et médicinales</u>
SHRU	<u>Décret n°2019-1005 du 27/9/2019 portant prorogation du mandat des membres du conseil d'administration de l'Anah</u>
SEMCV	<u>Décret n° 2019-975 du 20 septembre 2019 relatif aux modalités d'application du dispositif des certificats d'économies d'énergie pour les installations soumises à quotas d'émission de gaz à effet de serre</u>
SHRU	<u>Décret n°2019-1019 du 3/10/2019 supprimant la condition de signature de la pièce justificative pouvant être demandée au candidat à la location et à sa caution</u>
SG	<u>Décret n°2019-1044 du 11 octobre 2019 modifiant le décret n°2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnes civiles de l'État</u>
SG	<u>Décret n°2019-1037 du 8 octobre 2019 modifiant le décret n°2008-539 du 6 juin 2008 relatif à l'instauration d'une indemnité dite de garantie individuelle du pouvoir d'achat</u>
SG	<u>Ordonnance n° 2019-1069 du 21 octobre 2019 relative à la lutte contre le gaspillage alimentaire</u>
Tous les services	<u>Décret n°2019-1088 du 25/10/2019 relatif au système d'information et de communication de l'État à la direction interministérielle du numérique</u>
SADR	<u>Décret n° 2019-1092 du 25 octobre 2019 relatif aux déclarations effectuées par le chef d'exploitation ou d'entreprise agricole auprès du centre de formalités des entreprises concernant le statut de son conjoint, de son partenaire lié par un pacte civil de solidarité ou de son concubin</u>
SER	<u>Décret n° 2019-1082 du 23 octobre 2019 relatif à la réglementation des engins de déplacement personnel</u>

SEMCV	<u>Ordonnance n° 2019-1034 du 9 octobre 2019 relative au système d'échange de quotas d'émissions de gaz à effet de serre (2021-2030)</u>
SEMCV	<u>Décret n° 2019-1035 du 9 octobre 2019 relatif au système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre (2021-2030)</u>
SEPR	<u>Décret n°2019-1096 du 28 octobre 2019 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement</u>
SHRU	<u>Décret n°2019-1104 du 30 octobre 2019 relatif aux demandes d'information pouvant être adressées par les communes aux intermédiaires de location de meublés de tourisme</u>
SADR	<u>Décret n° 2019-1115 du 31 octobre 2019 relatif à l'indemnisation des calamités agricoles</u>
SADR	<u>Décret n° 2019-1116 du 31 octobre 2019 modifiant l'article D 551-24 du code rural et de la pêche maritime</u>
SADR	<u>Ordonnance n° 2019-1110 du 30 octobre 2019 portant adaptation du livre II du code rural et de la pêche maritime au droit de l'Union européenne</u>
Tous les services	<u>Décret n°2019-1132 du 6 novembre 2019 créant le parc national de forêts en région Champagne-Bourgogne</u>
SADR	<u>Décret n° 2019-1163 du 8 novembre 2019 relatif à la reconnaissance d'organisations de producteurs dans le secteur du sucre pour la betterave sucrière</u>
SADR	<u>Décret n° 2019-1188 du 15 novembre 2019 portant désignation de l'autorité administrative mentionnée à l'article L 201-7 du code rural et de la pêche maritime</u>
SER	<u>Décret n° 2019-1194 du 19 novembre 2019 réservant l'aide au financement de la formation à la conduite et à la sécurité routière aux établissements d'enseignement, à titre onéreux, de la conduite et de la sécurité routière et aux associations exerçant une activité dans le champ de l'insertion ou de la réinsertion sociale ou professionnelle agréés labellisés (modification du décret n° 2005-1225)</u>
SHRU	<u>Décret n°2019-1183 du 15 novembre 2019 relatif aux ventes de logements locatifs sociaux</u>
Tous les services	<u>Décret n°2019-1190 du 18 novembre 2019 relatif à l'Agence nationale de la cohésion des territoires</u>
SEPR	<u>Décret n°2019-1212 du 21 novembre relatif aux plateformes industrielles</u>
SG	<u>Décret n° 2019-1265 du 29 novembre 2019 relatif aux lignes directrices de gestion et à l'évolution des attributions des CAP</u>
SEPR	<u>Décret n°2019-1301 du 5 décembre 2019 modifiant l'article R. 561-15 du code de l'environnement relatif à la contribution du fonds de prévention des risques majeurs au financement de certaines mesures de prévention</u>
SEMCV	<u>Décret n°2019-1320 du 9 décembre 2019 relatif aux certificats d'économies d'énergie et à la prolongation de la quatrième période d'obligation du dispositif</u>
SHRU	<u>Décret n°2019-1325 du 9 décembre 2019 modifiant deux articles au code du tourisme relatifs à la définition et aux modalités de déclaration des meublés de tourisme par téléservice.</u>

SER	<u>Décret n° 2019-1328 du 9 décembre 2019 portant diverses mesures en matière de sécurité routière</u>
SEMCV - STAC	<u>Décret n° 2019-1360 du 13 décembre 2019 portant création de l'Université Gustave Eiffel et approbation de ses statuts</u>
SG	<u>Décret n° 2019-1362 du 16 décembre 2019 portant suppression de commissions administratives relevant du ministère de la transition écologique et solidaire et du ministère de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales</u>
SEPR - STAC	<u>Décret n° 2019-1352 du 12 décembre 2019 portant diverses dispositions de simplification de la procédure d'autorisation environnementale</u>
SEMCV	<u>Décret n° 2019-1376 du 16 décembre 2019 relatif à l'agenda d'accessibilité programmée pour la mise en accessibilité des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public</u>
SEMCV	<u>Décret n° 2019-1377 du 16 décembre 2019 relatif au suivi d'un agenda d'accessibilité programmée approuvé</u>
SHRU	<u>Décret n° 2019-1378 du 17 décembre 2019 relatif à la cotation de la demande de logement social</u>
SG	<u>Décret n° 2019-1392 du 17 décembre 2019 modifiant le décret n° 2017-928 du 6 mai 2017 relatif à la mise en œuvre du compte personnel d'activité dans la fonction publique et à la formation professionnelle tout au long de la vie</u>
SEPR	<u>Décret n° 2019-1381 du 17 décembre 2019 portant diverses mesures relatives aux contrôles et sanctions en matière de police de l'environnement</u>
STAC - SEPR	<u>Décret n° 2019-1400 du 17 décembre 2019 adaptant les orientations nationales pour la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques</u>
SEPR - SADR	<u>Décret n° 2019-1432 du 23 décembre 2019 concernant la gestion des associations communales de chasse agréées et attribution des plans de chasse individuels par les présidents des fédérations départementales des chasseurs</u>
SG	<u>Décret n° 2019-1414 du 19 décembre 2019 relatif à la procédure de recrutement pour pourvoir les emplois permanents de la fonction publique ouverts aux agents contractuels</u>
SHRU	<u>Décret n° 2019-1460 du 26 décembre 2019 relatif au plafonnement de la décote prévue à l'article L3211-7 du code général de la propriété des personnes publiques</u>
SG	<u>Décret n° 2019-1379 du 18 décembre 2019 portant suppression de commission administratives à caractère consultatif</u>
SG	<u>Décret n° 2019-1441 du 23 décembre 2019 relatif aux mesures d'accompagnement de la restructuration d'un service de l'État ou de l'un de ses établissements publics</u>
SG	<u>Décret n° 2019-1442 du 23 décembre 2019 portant diverses mesures relatives à l'accompagnement des fonctionnaires occupant des emplois fonctionnels entrant dans le champ d'une réorganisation d'un service de l'État</u>

SG	<u>Décret n° 2019-1444 du 23 décembre 2019 instituant une indemnité d'accompagnement à la mobilité fonctionnelle au sein de la fonction publique d'État</u>
SG	<u>Décret n° 2019-1593 du 31 décembre 2019 relatif à la procédure de rupture conventionnelle dans la fonction publique</u>
SG	<u>Décret n° 2019-1596 du 31 décembre 2019 relatif à l'indemnité spécifique de rupture conventionnelle dans la fonction publique et portant diverses dispositions relatives aux dispositifs indemnitaires d'accompagnement des agents dans leurs transitions professionnelles</u>
SG - SEMCV	<u>Décret n° 2019-1451 du 24 décembre 2019 relatif à l'interdiction de certains produits en plastique à usage unique</u>
SADR - SEPR	<u>Décret n° 2019-1500 du 27 décembre 2019 relatif aux mesures de protection des personnes lors de l'utilisation de produits phytopharmaceutiques à proximité des zones d'habitation</u>
SHRU – STAC - SEPR	<u>Décret n° 2019-1577 du 30 décembre 2019 fixant la liste des communes exemptées de l'application des dispositions des articles L 302-5 et suivants du code de la construction et de l'habitation, en application du III du même article, au titre de la septième période triennale (années 2020 -2021 -2022)</u>
SHRU – STAC - SAJ	<u>Décret n° 2019-1478 du 26 décembre 2019 relatif aux aires d'accueil et aux terrains familiaux locatifs destinés aux gens du voyage et pris pour l'application de l'article 149 de la loi n° 2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et la citoyenneté</u>
SADR	<u>Décret n° 2019-1519 du 30 décembre 2019 listant les substances actives contenues dans les produits phytopharmaceutiques et présentant des modes d'action identiques à ceux de la famille des néonicotinoïdes</u>
SG – SHRU – SEMCV – STAC - SEPR	<u>Décret n° 2019-1528 du 30 décembre 2019 modifiant le décret n° 2008-680 du 9 juillet 2008 portant organisation de l'administration centrale du ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de l'aménagement du territoire</u>
SEMCV	<u>Décret n° 2019-1467 du 26 décembre 2019 instaurant un plafond d'émissions de gaz à effet de serre pour installations de production d'électricité à partir de combustibles fossiles</u>

Lois parues au cours du second semestre de l'année 2019 :

Loi n°2019-753 du 22 juillet 2019 portant création de l'Agence Nationale de la Cohésion des Territoires :

L'Agence Nationale de cohésion des territoires regroupe trois entités : le Commissariat général à l'égalité des territoires, l'Etablissement public national d'aménagement et de restructuration des espaces commerciaux et l'Agence du numérique.

Cette agence a pour mission de conseiller et de soutenir les collectivités territoriales et leurs groupements dans leurs projets : accès aux services publics ou aux soins, logement, mobilité, revitalisation des centres villes et centres bourgs, transition écologique, etc...

L'Agence est compétente sur l'ensemble du territoire mais ses actions sont ciblées, en priorité, sur les territoires en difficulté.

Loi n°2019-773 du 24 juillet 2019 portant création de l'Office français de la biodiversité, modifiant les missions des fédérations des chasseurs et renforçant la police de l'environnement:

Cette loi a pour objectif de créer l'office français de la biodiversité, de modifier les missions des fédérations des chasseurs et renforcer la police de l'environnement.

L'Office français de la biodiversité crée au 1^{er} janvier 2020 regroupe l'Agence française pour la biodiversité (AFB) et l'Office national de la chasse et de la faune sauvage (ONCFS).

Cette mise en commun des compétences des deux établissements permet de renforcer l'efficacité des politiques publiques de l'eau et de la biodiversité.

Loi n°2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique :

Cette loi de transformation de la fonction publique pose ainsi les fondements d'une rénovation en profondeur du cadre de gestion des ressources humaines dans la sphère publique.

Cette étape de la modernisation de la fonction publique s'inscrit dans le cadre plus large du programme « Action publique 2022 ». Elle concerne l'ensemble des agents (d'État, hospitaliers, territoriaux) soit 5,5 millions de fonctionnaires.

La loi est articulée autour de cinq axes :

- promouvoir un dialogue social plus stratégique et efficace dans le respect des garanties des agents publics ;*
- transformer et simplifier la gestion des ressources humaines ;*
- simplifier le cadre de gestion des agents publics ;*
- favoriser la mobilité et accompagner les transitions professionnelles des agents publics ;*
- renforcer l'égalité professionnelle.*

Loi n°2019-1147 du 8 novembre 2019 relative à l'énergie et au climat :

Cette loi actualise les objectifs de la politique de l'énergie pour tenir compte du Plan climat adopté en 2017, de la stratégie nationale bas carbone (SNBC) et de la programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE).

La loi décrète l'urgence écologique et climatique et fixe l'objectif d'atteindre la neutralité carbone à l'horizon 2050.

Elle porte sur 4 axes principaux :

- la sortie progressive des énergies fossiles et le développement des énergies renouvelables,*
- la lutte progressive contre les passoires thermiques,*
- la mise en place de nouveaux outils de pilotage, de gouvernance, et d'évaluation de la politique climatique,*
- la régulation du secteur de l'électricité et du gaz.*

Loi n°2019-1428 du 24 décembre 2019 d'orientation et de mobilité :

La loi mobilités engage une transformation profonde, pour répondre à l'impératif d'améliorer concrètement la mobilité au quotidien, de tous les citoyens et dans tous les territoires, grâce à des solutions de transports plus efficaces, plus propres et accessibles.

Les quatre objectifs de la loi mobilités sont :

- *apporter à tous et partout des solutions alternatives à la dépendance à l'usage individuel de la voiture ;*
- *développer l'innovation et les nouvelles solutions de mobilité qui doivent être mises au service de tous ;*
- *réduire l'empreinte environnementale des transports, en réussissant la transition écologique dans notre façon de se déplacer ;*
- *investir davantage dans les infrastructures qui améliorent les déplacements au quotidien.*

Loi n°2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique :

Cette loi a pour objectif d'assurer une meilleure représentativité des communes dans la gouvernance de l'intercommunalité, d'améliorer la flexibilité dans la répartition des compétences au sein du bloc communal, d'accorder de nouveaux pouvoirs de police sur les incivilités du quotidien aux élus locaux et de promouvoir un véritable statut qui renforce les droits des élus et leur rôle au quotidien.

Dans ce cadre, la loi a été structurée principalement autour de 5 titres :

- **libertés locales : conforter chaque maire dans son intercommunalité :**
 - *le pacte de gouvernance : permettre aux élus de s'accorder sur le fonctionnement quotidien de leur établissement public de coopération intercommunale*
 - *le pacte des compétences : permettre aux élus locaux de s'accorder sur les compétences de leur établissement public de coopération intercommunale*
 - *le périmètre des établissements publics de coopération intercommunale*
- **simplifier le fonctionnement du conseil municipal**
- **libertés locales : renforcer les pouvoirs de police du maire,**
- **libertés locales : simplifier le quotidien du maire :**
 - *favoriser le rapprochement entre collectivités territoriales,*
 - *fluidifier les relations entre l'État et les collectivités territoriales*
 - *simplifier le droit applicable aux élus.*
- **reconnaître et renforcer les droits des élus,**
- *vote des personnes détenues dans un établissement pénitentiaire,*
- *dispositions relatives aux outre-mer*
- *dispositions diverses : gestion des ressources en eau.*

Autres informations liées à notre quotidien professionnel :

- [Circulaire du 3 avril 2019 relative à l'obligation de publicité des emplois vacants sur espace numérique commun aux trois fonctions publiques.](#)
- [Circulaire du 5 juin 2019 relative à la transformation des administrations centrales et aux nouvelles méthodes de travail](#)

- [Circulaire du 12 juin 2019 relative à la mise en œuvre de la réforme de l'organisation territoriale de l'État.](#)

[Circulaire du 2 août 2019 relative à la constitution de secrétariats généraux communs aux préfetures et aux DDI](#)

[Circulaire du 19 novembre 2019 relative aux instructions spécifiques concernant l'organisation territoriale de l'État et ses nécessaires évolutions quant à leur application en Ile de France](#)

Les dispositions contenues dans le présent C'JURIS 77 sont applicables au moment de sa parution. Votre attention est attirée sur le fait, qu'elles pourront être remises en cause en fonction de l'évolution des textes législatifs, réglementaires et de la jurisprudence. N'hésitez pas à saisir le SAJ pour une analyse plus approfondie de certains textes

DDT/SAJ/UDEC